



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire

« AAC d'Angle Guignard et de Rochereau »

PY_ANGL

Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « AAC d'Angle Guignard et de Rochereau » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Vendée Eau

57 rue Paul Emile Victor

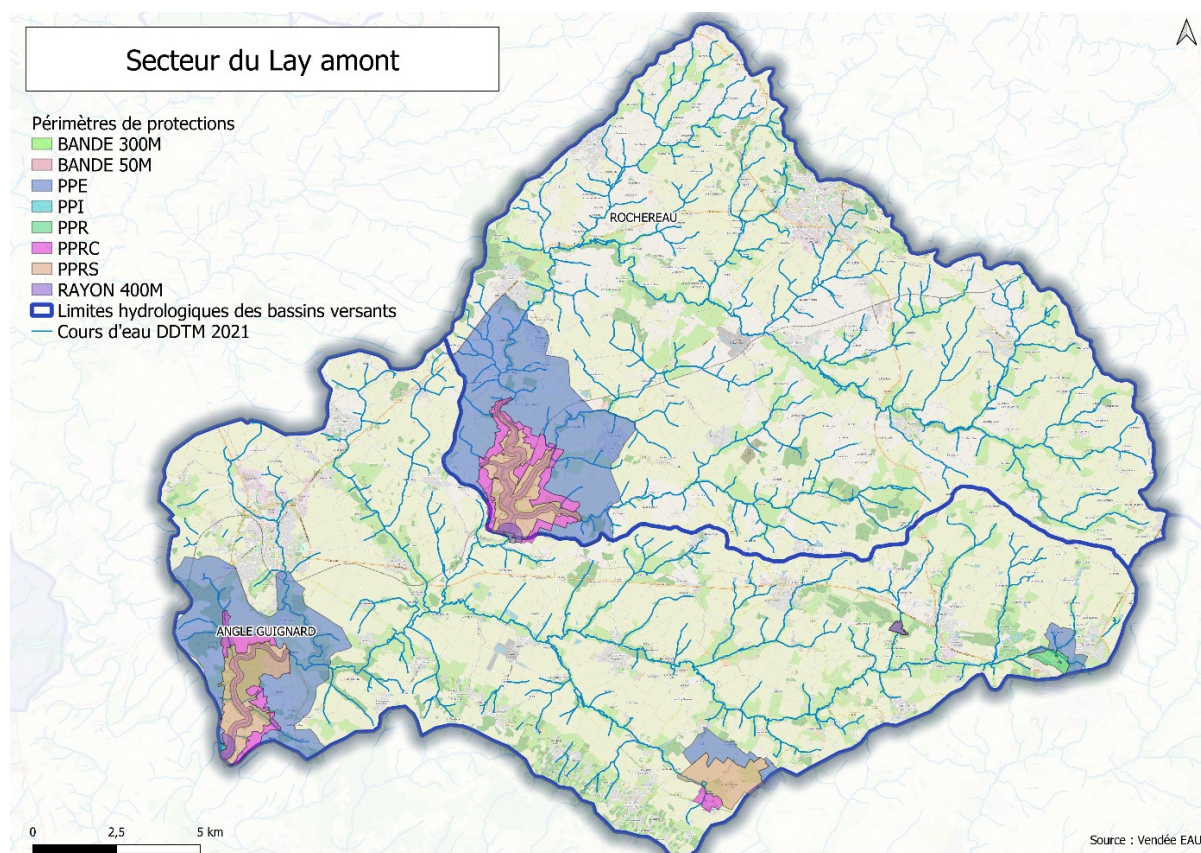
85036 La Roche sur Yon cedex

Antoine CHARRIER

antoine.charrier@vendee-eau.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « AAC D'ANGLE GUIGNARD ET DE ROCHEREAU » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le périmètre du territoire correspond aux aires d'alimentation des captages prioritaires d'Angle Guignard et de Rochereau. Il représente une superficie totale de 421 km². Ces deux retenues dédiées principalement à la production d'eau potable sont installées sur le Grand Lay.



Les communes concernées sont listées ci-après :

- BAZOGES-EN-PAREDS
- CHANTONNAY
- CHAVAGNES-LES-REDOUX
- CHEFFOIS
- LA CAILLERE SAINT HILAIRE
- LA FERRIERE
- LA MEILLERAIE TILLAY
- LA REORTHE
- LE BOUPERE
- MENOMBLET
- MONSIREIGNE
- MOUILLERON-LE-CAPTIF
- MOUTIERS SUR LE LAY
- POUZAUGES
- REAUMUR
- SAINT GERMAIN DE PRINCAY
- SAINT JUIRE CHAMPGILLON
- SAINTE CECILE
- SAINT-PIERRE-DU-CHEMIN
- SAINT-PROUANT
- TALLUD-SAINTE-GEMME
- THOUARSAIS BOUILDROUX

La totalité de ce bassin versant du Lay amont est couvert par un Contrat Territorial Eau, comprenant notamment un volet pollutions diffuses centré sur les problématiques nitrates et pesticides.

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Les captages de l'Angle Guignard et de Rochereau sont classés prioritaires au titre du Grenelle de l'Environnement et par le SDAGE Loire-Bretagne. Les périmètres de protection (éloignés) de ces AAC représentent respectivement des surfaces de 1 385 ha et 1 847 ha autour des retenues.

La qualité des eaux brutes y reste dégradée. Concernant les nitrates, après une baisse des concentrations et un niveau aujourd'hui en dessous de 50 mg/l, on ne constate plus d'évolution spécifique, voire une remontée des concentrations maximales ces dernières années. La qualité phytosanitaire constitue un enjeu important et reste problématique sur les 2 ressources en eau. Les pollutions phosphorées restent également problématiques, dans le contexte de retenues susceptibles de connaître des phénomènes d'eutrophisation. La gestion quantitative de la ressource en eau est aussi un enjeu fort sur ce territoire qui peut subir des étiages conséquents.

Les enjeux environnementaux sont liés aux paysages de vallée (vallée du Lay et de ses affluents), aux côteaux associés, aux zones de bois et de bocages, ainsi qu'au maillage de petites zones humides présents de manière diffuses sur le territoire, et plus particulièrement sur la zone amont du bassin.

ZNIEFF type	ID MNHN	Nom ZNIEFF	Surface ha
I	520012238	LE FIEF DES CORNIÈRES	20
I	520012248	LES MOULINS ET ROCHERS DE MOUILLERON-EN-PAREDS	77
I	520012317	LE BOIS GARANDON	36
I	520012319	LE BOIS DE LA BENETIERE	17
I	520012320	FORET DE LA PELISSONNIERE	402

ZNIEFF type	ID MNHN	Nom ZNIEFF	Surface ha
I	520012250	GRAND BOIS DU PALLY	192
I	520012251	VALLEE DU RUISSEAU DES TOUCHES	126
I	520012252	REGION DE L'HAUMANDIERE,BOIS DES FORGES ET ENVIRON	20
I	520012321	LA ROCHE BATIOT	41
I	520616278	LES BATARDES ET LE FIEF DU CHAMP BLANC	8
I	520616279	LE RITAY ET LE CORPS DU LOUP	6
I	520616281	TOUS VENTS	1,8
I	520616282	BOIS DU PALIGNY ET BOIS ROUNAUX	86
I	520616316	LE CUL DE SAC	22
II	520005742	AFFLEUREMENTS ROCHEUX DE MOUILLERON-EN-PAREDS,CHEFFOIS,LA CHATAIGNERAIE	692
II	520005786	VALLEE DU LAY, AFFLUENTS ET ZONES VOISINES DANS LE SECTEUR SAINT-PROUANT-MONSIREIGNE	1497
II	520012249	VALLEE DU LAY , BOIS ET COTEAUX AU SUD DE CHANTONNAY	1141
II	520616277	COTEAUX CALCAIRES À L'EST DE CHANTONNAY	312

Le bassin du Lay amont comprend une surface utile agricole (SAU) de 31 178 ha et compte 472 exploitations déclarées à la PAC.

Sur le bassin versant de Rochereau, les exploitations sont majoritairement tournées vers l'élevage. 23% des exploitations ont à la fois un atelier bovin lait et bovin viande et près de 46% ont un atelier hors sol. L'assolement moyen est concentré autour de 3 types de cultures :

- 16 % de maïs grain et/ou ensilage
- 20 % de blé tendre
- 47 % de prairies temporaires et permanentes

Sur le bassin versant d'Angle Guignard, les exploitations sont aussi majoritairement tournées vers l'élevage mais la tendance à la céréalisation est plus forte sur ce territoire. La part des prairies est donc en réduction constante sur ce territoire. 59% des exploitations ont un atelier de production de viande ovine ou bovine et près de 50% ont un atelier hors sol. L'assolement moyen est concentré autour de 3 types de cultures :

- 21 % de maïs grain et/ou ensilage
- 24 % de blé tendre
- 33 % de prairies temporaires et permanentes

Les pratiques agricoles influent sur la qualité des eaux, en lien avec les apports en nitrates et en pesticides.

Ainsi, les dépassements en nitrates pénalisent l'utilisation pour l'eau potable pour ces deux ressources. Pour les deux captages, après une baisse des concentrations en Nitrates et un niveau aujourd'hui en dessous de 50 mg/L, on ne constate plus d'évolution spécifique, voire une remontée des concentrations maximales ces dernières années. Des pics hivernaux supérieurs à 50 mg/l sont encore constatés sur l'Angle Guignard.

La qualité phytosanitaire constitue un enjeu important et reste problématique sur les deux ressources en eau. Les enjeux de qualité des eaux pour ces deux ressources concernent plusieurs produits ou sous-produit phytosanitaires issus de l'agriculture : les métabolites du S-Métolachlore (OXA et ESA), les métabolites du Métazachlore (OXA et ESA), un métabolite du Glyphosate (AMPA, aussi métabolite des phosphonates, d'origine industrielle et domestique), le Glyphosate, la Bentazone et le Métaldéhyde.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser avant l'engagement un **diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation** (avec un plan de gestion pour certaines MAEC).

Les **MAEC proposées sont des mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_ANGL_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_ANGL_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_ANGL_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien : 8000 €
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_ANGL_COV5	Système	Limiter l'érosion et le transfert des pesticides dans les eaux de surfaces.	284 €	Niv 2 10 000 €
Terres arables	PY_ANGL_FER6	Système	Limiter la contamination des eaux de surfaces par des pesticides et des nitrates.	212 €	Niv 2 10 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MAASA, AELB). Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2026 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MAASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « AAC d'Angle Guignard et de Rochereau » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
A	HBV3 « Evolution »
B	HBV2 « Evolution »
C	HBV1 « Evolution »

D	Eau : COV5 ou FER6
E	HBV3 « Maintien »
F	HBV2 « Maintien »
G	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2026 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

² Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>